



N° 2023 -BU-122

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS
DU BUREAU**

L'an deux mille vingt-trois, le Jeudi 16 Novembre, à dis sept heures trente, le Bureau communautaire de la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan, régulièrement convoqué, s'est réuni à la salle de réunion du site administratif de Cercy-la-Tour sous la Présidence de Serge CAILLOT.

Présents :

Serge CAILLOT, Jean-Christophe SAVE, Antoine-Audoine MAGGIAR, Annick BERTRAND, Didier BOURLON, Michel MARIE, Michel MULOT, Pierre TISSIER-MARLOT, Dominique STRIESKA,

Absents excusés : Jean-Paul LAMBOURG, Marie-Claire RANVIER, David BONGARD, Serge DUCREUZOT

Étaient également présents : Maëlle GRANGEON, DGS.

Secrétaire de séance : Didier BOURLON

Nombre de membres :

- Afférents au bureau communautaire : 13
- Présents : 9
- Procurations : 0
- Qui ont pris part à la délibération : 9

Envoyé en préfecture le 27/11/2023

Reçu en préfecture le 27/11/2023

Publié le

ID : 058-200067882-20231116-2023_BU_122-DE



Voirie

Protocole d'accord pour le mur de la Boulaine : proposition d'accord transactionnel avec Mr et Mme Jacques TISSIER **N° 2023-BU-122**

M. Pierre TISSIER-MARLOT, Vice-Président en charge de la voirie, explique que Madame et Monsieur TISSIER sont propriétaires occupants d'une maison construite en 1980 à usage de résidence principale, acquise à leur profit en 1999, et située 10, Rue de la Boulaine 58 110 CHATILLON EN BAZOIS, sur les parcelles cadastrées section AD n° 67, 68 et 109.

La voirie de la rue de la Boulaine, dont la Communauté de Communes a compétence, passe devant le long de la propriété de Madame et Monsieur TISSIER et dispose d'un mur de soutènement édifié visiblement en limite de propriété de ces derniers.

Courant 2014, la société CEME a procédé à l'enfouissement du réseau d'éclairage public communal à la demande du SIEEEN à qui la Commune a transféré ses compétences de gestion pour ce réseau. Durant ces travaux, il a également été réalisé l'enfouissement des câbles électriques du réseau ENEDIS.

L'enfouissement de ces réseaux a nécessité la réalisation d'une tranchée d'environ 85 cm de profondeur sur le trottoir en bordure de voirie et parallèle au mur de soutènement édifié en limite de la propriété de Madame et Monsieur TISSIER.

.../...

Courant mai 2016, Madame et Monsieur TISSIER ont déclaré l'apparition de fissures sur le mur de soutènement.

Depuis ces apparitions, l'état du mur de soutènement continuerait de se dégrader et occasionnerait une inclinaison en direction du pavillon de Madame et Monsieur TISSIER de plus en plus conséquente. A la suite de quoi, ils ont procédé à une déclaration de sinistre.

M. et Mme Tissier ont saisi le Défenseur des Droits, qui en a conclu que le mur est à la charge du propriétaire de la parcelle du dessus (soit la commune ou la communauté de communes) et que le mur a continué de bouger. La Jurisprudence en matière de mur, qui a une fonction même partielle de mur de soutènement, considère qu'il est présumé être à la charge de la collectivité. Cependant, une partie du mur n'a pas comme fonction unique d'être un mur de soutènement, ce qui ajoute à la complexité du problème.

Le prix de la réhabilitation du mur a été évalué sur devis par un maçon qualifié, l'entreprise BAUDE, qui s'est engagé à réaliser les travaux à condition que le devis soit signé courant novembre 2023, pour un montant total de 26 296,72 € TTC.

De nombreuses expertises réalisées n'ont pas permis de parvenir à un accord, la responsabilité des entreprises mandatées pour l'enfouissement des réseaux n'ayant pas été démontrées.

Cela induit donc un risque réel de contentieux, qui, du fait de la compétence de la Communauté de Communes en matière de voirie, peut générer une incertitude sur le résultat, et, de ce fait, nécessite un compromis.

Après discussions et concessions réciproques, les parties ont finalement décidé de convenir par écrit d'une transaction, ceci dans le but de s'interdire réciproquement tout litige susceptible de naître.

Ce protocole précise que la Communauté de Communes, qui a intérêt à agir dans le cadre de la protection de l'intégrité de la voirie, s'engage à participer à la rénovation du mur qui sépare la rue de la Boulaine de la propriété de Madame et Monsieur TISSIER à hauteur de 12 000 €.

Cette somme serait prélevée sur les droits de voirie alloués à la Commune de Châtillon en Bazois au titre de l'année 2023. Ces droits pourront être complétés si besoin par un fonds de concours de la commune.

Les travaux seront alors engagés par l'entreprise BAUDE au profit des époux TISSIER, qui procéderont à la commande, et au paiement, après étude de la meilleure planification de l'opération de rénovation.

Cette somme serait versée à l'issue des travaux, après constat par la Communauté de Communes de la bonne réalisation des travaux, et en vérifiant en particulier que l'intégrité de la voirie est respectée.

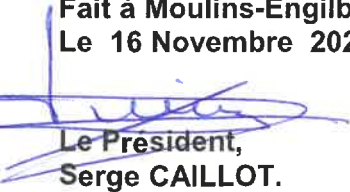
Après en avoir délibéré, le bureau communautaire, à l'unanimité,

- valide le protocole d'accord transactionnel tel que présenté,
- autorise Monsieur le Président à signer le protocole d'accord avec M. et Mme Tissier.


**La Secrétaire de Séance,
Didier BOURLON.**



**Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 16 Novembre 2023**


**Le Président,
Serge CAILLOT.**

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Communauté de Communes Bazois Loire Morvan, 11, Place Lafayette 58 290 MOULINS ENGILBERT, représentée par Monsieur Serge CAILLOT, Président, par Délégation du bureau Communautaire suivant délibération en date du 16 novembre 2023,

D'une part,

Et,

Madame et Monsieur Jacques TISSIER, domiciliés 10, Rue de la Boulaine 58 110 CHATILLON EN BAZOIS,

D'autre part,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 : Exposé des faits et du litige des parties :

Madame et Monsieur TISSIER sont propriétaires occupants d'une maison construite en 1980 à usage de résidence principale, acquise à leur profit en 1999, et située 10, Rue de la Boulaine 58 110 CHATILLON EN BAZOIS, sur les parcelles cadastrées section AD n° 67, 68 et 109.

La voirie de la rue de la Boulaine, dont la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan a compétence, passe devant le long de la propriété de Madame et Monsieur TISSIER et dispose d'un mur de soutènement édifié visiblement en limite de propriété de ces derniers.

Courant 2014, la société CEME a procédé à l'enfouissement du réseau d'éclairage public communal à la demande du SIEEEN à qui la Commune a transféré ses compétences de gestion pour ce réseau. Durant ces travaux, il a également été réalisé l'enfouissement des câbles électriques du réseau ENEDIS.

L'enfouissement de ces réseaux a nécessité la réalisation d'une tranchée d'environ 85 cm de profondeur sur le trottoir en bordure de voirie et parallèle au mur de soutènement édifié en limite de la propriété de Madame et Monsieur TISSIER.

Courant mai 2016, Madame et Monsieur TISSIER ont déclaré l'apparition de fissures sur le mur de soutènement.

Depuis ces apparitions, l'état du mur de soutènement continuerait de se dégrader et occasionnerait une inclinaison en direction du pavillon de Madame et Monsieur TISSIER de plus en plus conséquente. A la suite de quoi, Madame et Monsieur TISSIER ont procédé à une déclaration de sinistre.

Après discussions et concessions réciproques, les parties à la présente transaction ont finalement décidé de convenir par écrit d'une transaction, ceci dans le but de s'interdire réciproquement tout litige susceptible de naître.

Article 2 : Dispositif de la transaction :

Dans la perspective de mettre fin définitivement un terme au différend qui les oppose, les parties se sont fait des concessions réciproques, en pleine connaissance de leurs droits respectifs et dans les conditions suivantes :

La Communauté de Communes Bazois Loire Morvan, qui a intérêt à agir dans le cadre de la protection de l'intégrité de la voirie, s'engage à participer à la rénovation du mur qui sépare la rue de la Boulaine de la propriété de Madame et Monsieur TISSIER à hauteur de 12 000 €.

Cette somme sera prélevée sur les droits de voirie alloués à la Commune de Châtillon en Bazois.

Les travaux seront engagés par l'entreprise BAUDE au profit des époux TISSIER, qui procéderont à la commande, et au paiement, après étude de la meilleure planification de l'opération de rénovation. Un renforcement d'attente peut être prévu dans l'attente des grands travaux.

Cette somme sera versée à l'issue des travaux, après constat par la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan de la bonne réalisation des travaux, et en vérifiant en particulier que l'intégrité de la voirie est respectée.

Par mesure de sécurité, la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan en liaison avec le Maire de la Commune de Châtillon en Bazois, titulaire du pouvoir de police, s'engage à condamner la circulation et le stationnement sur le bas-côté de la rue au droit de propriété de Madame et Monsieur TISSIER.

Article 3 : Dispositions finales :

Le présent accord vaut transaction au sens des articles 2044 et suivants du Code Civil, et notamment l'article 2052 selon lequel :

« Les transactions ont, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort. Elles ne peuvent être attaquées pour cause d'erreur de droit, ni pour cause de lésion ».

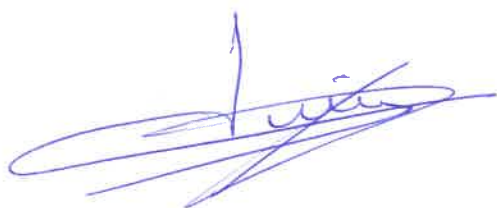
En conséquence de quoi, les parties renoncent, nous réserve de l'exécution du présent accord, à toute action ou instance de quelque nature que ce soit, qui pourrait résulter de l'exécution ou de la rupture du contrat les ayant liées.

Fait à Châtillon en Bazois, le

En double exemplaire, sur trois pages,

Pour la Communauté de Communes Bazois Loire Morvan,

Le Président, Serge CAILLOT (*)



Madame et Monsieur TISSIER (*)

Transmis pour parfaite information à Monsieur le Maire de Châtillon en Bazois.

() Faire précéder la signature de la mention manuscrite « Bon pour accord transactionnel et désistement d'instance »*